

La Coupe du monde de football : une épreuve mondialisée

Pascal Gillon et Loïc Ravenel sont Maîtres de conférences à l'Université de Franche-Comté (Besançon), membres du laboratoire CERSO THÉMA (UMR 6049).

Depuis le 9 juin 2006, l'Allemagne organise pour la deuxième fois la Coupe du Monde de football. L'événement fait grand bruit car, au delà du défi sportif, on peut mesurer les enjeux politiques, économiques et symboliques que représente l'organisation d'une telle manifestation. Epreuve continentale confidentielle en 1930, la Coupe du Monde est devenue un événement médiatique considérable, phase terminale d'affrontements sportifs qui, pendant trois ans, ont mis aux prises la presque totalité des « pays » du monde.

Régulièrement, plusieurs sports affirment qu'ils sont les plus répandus, les plus mondialisés : le volleyball grâce au nombre de fédérations nationales affiliées, l'athlétisme au travers de son universalité, le football en raison du nombre de ses licenciés. Au-delà de cette querelle, il n'est pas si simple de mesurer la véritable diffusion des sports dans le monde et le Comité International Olympique l'a bien compris récemment lorsqu'il a réfléchi à la remise en cause de la composition de son programme olympique : les fédérations nationales sont-elles toutes actives ? Comment compter les licenciés en Asie et en Afrique ? Dans ce contexte, il est fascinant de constater à quel point la Coupe du Monde de Football, « inventée » par un Français, Jules Rimet, est devenue **l'expression ultime et incontournable d'un sport diffusé sur l'ensemble de la planète**. En Allemagne, 32 pays luttent pour le titre final : ils sont les rescapés des 200 équipes qui ont participé aux phases qualificatives. La compétition est suivie dans le monde entier pour un total estimé à plus de 30 milliards de spectateurs cumulés. La mondialisation est à l'œuvre et le football semble être son meilleur représentant.

En effet, la planète football est un monde fini où les espaces vierges ont quasiment disparu : seuls, le Bhoutan, Brunéï, le Cambodge, Djibouti, le Myanmar (exclu), les Philippines et Puerto Rico n'ont pas pris part aux phases de qualifications du présent mondial. L'essor et la multiplication des moyens de transports ont rendu possible l'organisation de rencontres continentales, puis planétaires, dans un délai raisonnable. Dans le même temps, les **tensions entre l'universalisme et le local** se sont manifestées. La montée d'une culture planétaire fonctionne de pair avec des revendications nationalistes de tous ordres : soutiens aux Etats, revendications nationales, reconnaissances de nouvelles nations. Les joueurs participent à cette dialectique local-global. Beaucoup vivent aujourd'hui dans un univers sans frontières, migrant d'un pays à l'autre pour monnayer leur talent et rendent flous les critères de la nationalité, fondement des équipes nationales. A titre d'exemple, l'équipe de Côte-d'Ivoire est constituée de joueurs évoluant tous dans des championnats européens. Beaucoup auraient pu jouer pour l'équipe de France. Immigrés avec leurs parents ou nés en France, ils ont choisi la sélection africaine en fonction de différentes stratégies (sentiments identitaires, opportunité sportive, ...).

Par ailleurs, les institutions internationales se sont renforcées tant sur les plans techniques, économiques que politiques pour organiser la gouvernance mondiale et gérer cette mondialisation dont elles sont l'un des éléments moteur. En choisissant les pays affiliés, en définissant le nombre et l'origine continentale des participants, la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) construit la mondialisation. Elle a parfois devancé le politique en reconnaissant des fédérations sans Etats (Slovénie en 1990, Palestine en 1998) ; à d'autres moments, elle a freiné le processus en limitant le nombre de places accordées aux continents africain et asiatique. En 2006, **la FIFA compte désormais plus de membres que l'ONU** (207 contre 191).

Nous proposerons ici deux pistes de réflexions géographiques sur la mondialisation de cette épreuve. La première est que nous sommes face à **une mondialisation récente**. On est bien loin en 2006 des premiers errements qui ont vu pour des raisons d'éloignement les nations sud-américaines ne pas participer à la Coupe du Monde de 1934, dans l'Italie fasciste. Aujourd'hui, pour une nation, faire partie de cet immense tournoi est pratiquement incontournable. Arriver dans sa phase finale est un objectif de plus en plus recherché. Quant à y bien figurer, voire y triompher, on entre dans le domaine des fantasmes réalistes ! Trois phases se sont succédées dans la constitution de ce qui est aujourd'hui un énorme système. Mais, pratiquement toujours, cette épreuve a témoigné de l'état et des tensions du monde, prenant même parfois (modestement sans doute) une dimension d'acteur.

La seconde piste est d'envisager la réussite sportive sous l'angle de la mondialisation qui semble, pour l'instant, profiter aux nations déjà intégrées dans le système sportif. En ce sens, le rôle de l'organisation sportive apparaît comme essentiel.

D'une manifestation discrète à un événement mondial

Bouderies, distances et politique

En 1930, les règles du football ont été codifiées depuis plus de 60 ans. Une première mondialisation s'affirme à travers l'initiative de 7 pays européens qui créent la FIFA en 1904. Il faudra plus de 20 ans d'efforts pour mettre sur pied le premier tournoi mondial spécifique au football. Depuis 1908, les confrontations avaient lieu dans le cadre des Jeux Olympiques mais le football ne représentait qu'une activité sportive parmi beaucoup d'autres. Les Britanniques, progressivement dépossédés d'une domination que l'invention de ce sport leur conférait, multiplient les attitudes ambiguës. Jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale un conflit latent existera avec la FIFA et ils ne participeront pas à la Coupe du Monde. Ils n'apparaissent d'ailleurs pas dans les sept pays initiateurs de la compétition.

La première édition de l'épreuve a lieu en **1930 en Uruguay**. Plus que le centenaire de l'indépendance de ce pays, elle récompense les deux succès consécutifs aux Jeux Olympiques en 1924 et 1928 et, d'une manière plus générale, le haut niveau technique du football sud-américain. La distance et la **bouderie britannique** limiteront à quatre nations la participation européenne. Cette compétition est prise plus comme une charge par beaucoup de fédérations que comme génératrice de retombées positives. Nous sommes plus proches d'un tournoi sur invitation que d'une véritable confrontation mettant aux prises l'élite mondiale.

Les deux éditions suivantes se dérouleront en Europe : en Italie puis en France. Par le jeu élémentaire des partitions géopolitiques et de la généralisation du football sur le continent, le nombre de prétendants s'accroît et les qualifications deviennent nécessaires. Nous

raisonnerons désormais sur le nombre de pays engagés dans les phases qualificatives et non sur le nombre de places offertes pour le tournoi final (figure 1). De treize nations représentées en Uruguay, le chiffre passe à 31 équipes en 1934 et 27 en 1938. Le fait distance demeure sans doute essentiel sur le fond et joue au détriment de l'Amérique du Sud. La **présence européenne est écrasante** puisqu'en 1934 elle concerne 21 équipes sur 31 et 21 sur 27 (!) en 1938. Une reconnaissance officielle difficile à obtenir, la friction de la distance, limitent jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale la représentativité de cette compétition. Et pourtant, telle quelle, elle est déjà le support d'une récupération politique. L'Italie fasciste fait de la Coupe du Monde un enjeu de représentativité politique et annonce l'usage que l'Allemagne hitlérienne fera des Jeux Olympiques de Berlin en 1936.

La première Coupe d'après-guerre, organisée **au Brésil en 1950**, se présente comme une transition entre deux époques. Elle est d'abord profondément marquée par les conséquences économiques du conflit. Une cascade de forfaits limite le nombre de participants. **L'effet « domicile » est encore sensible** puisque 7 équipes sur 27 représentent l'Amérique du Sud. Mais le succès sportif et économique est patent. Appuyée sur une nouvelle organisation de la compétition qui multiplie les matches en phase finale, la Coupe du Monde dégage des bénéfices. Le contexte politique a toutefois pesé comme jamais dans la participation. Partiellement ruinées par la guerre, plusieurs délégations européennes refusent de participer (dont la France, pourtant repêchée). L'URSS et la presque totalité de ses satellites européens suggèrent la guerre froide en déclinant l'invitation. L'Allemagne et le Japon sont mis, ou se tiennent à l'écart.

Les causes politiques sont décisives dans le faible rayonnement de la Coupe du Monde 1950. Mais progressivement, les facteurs limitants vont se renverser. **Les boycotts politiques lorsqu'ils existeront, resteront individuels**, à la différence des Jeux Olympiques. L'amélioration formidable de l'outil aérien rend la longueur des voyages secondaire. Le football va vers une vraie mondialisation et la Coupe du Monde va forger les bases de l'énorme manifestation qu'elle est aujourd'hui.

Les indépendances et la progressive intégration des « continents oubliés »

L'alternance continentale joue en 1954 au profit de la Suisse. Sa neutralité pendant la Seconde Guerre Mondiale, s'ajoutant au fait qu'elle accueille le siège de la FIFA à Zurich, emportent le consensus des participants. Les traces politiques de la Seconde Guerre Mondiale s'effacent peu à peu. Si l'URSS reste toujours à l'écart, les pays d'Europe de l'Est participent largement. **Les vaincus de la guerre sont réintégrés** : le Japon disparaît en éliminatoire, le retour de l'Allemagne sera couronné de son premier succès. L'audience reste toutefois modeste puisque 36 nations seulement s'inscrivent dont 27 européennes. Si les problèmes politiques seront encore longtemps présents, les principaux blocages sont en passe d'être levés. Les conditions d'une expansion de la participation sont réunies et, en 1970, la phase de qualification atteindra les 69 compétiteurs.

Dans cette phase d'expansion lente mais régulière, l'édition de **1966** est marquée par deux faits symboliques importants. C'est l'Angleterre, « inventrice » du football et dépositaire des règles du jeu, mais longtemps réticente devant sa participation à la FIFA, qui organise l'épreuve. Le « fait football » devient trop puissant pour que l'isolationnisme britannique puisse se perpétuer. La situation africaine révèle un autre type de préoccupation. On peut constater que si l'Asie reste encore largement à l'écart de la compétition, **l'Afrique s'engage de manière significative**. Chiffre sans précédent, 14 pays s'inscrivent. Fait sans précédent non plus, on

assiste au seul boycott continental dont les causes ne sont pas politiques mais sportives. Les pays africains s'estiment brimés par la FIFA qui ne leur concède qu'un seul qualifié, et encore, puisqu'il doit affronter dans une ultime éliminatoire, un pays issu d'un autre groupe continental. Cette attitude est représentative du poids symbolique de la manifestation. Nous sommes loin des années 30 (et même de 1950) où les invitations à participer étaient fréquemment déclinées. La volonté d'être présent à la fête finale témoigne de la très forte visibilité de cette compétition. On notera, dans les éditions suivantes, de nombreux forfaits africains. Mais ils confinent davantage à des causes économiques que de représentativité malgré les efforts des organisateurs pour composer des éliminatoires dans des groupes de proximité. Des crises politiques ont renforcé l'instabilité sur ce continent.

Progressivement (en particulier à partir de la Coupe du Monde 1974 organisée par l'Allemagne), la participation gagne **l'ensemble des grands pays** de la planète. La participation en 1986 touche 118 nations. L'essentiel de l'Asie est intégré. Seule l'Afrique laisse apparaître des blancs importants. Les forfaits deviennent rarissimes et ne concernent pour l'essentiel, que des Etats de petite taille. Nous sommes à la veille d'une présence de l'ensemble des nations mondiales que l'édition de 1998 (et les suivantes) réalisera.

Une épreuve mondiale

Aujourd'hui, on pourrait presque parler de consensus pour la participation des nations à l'épreuve. Le nombre d'engagés dans les phases éliminatoires a fait un véritable bond par rapport aux chiffres atteints en 1974 : 195 contre 125. Les causes de cette croissance sont assez claires : quelques gains en Afrique et en Asie, mais surtout la participation massive des Etats lilliputiens d'Océanie ou des Caraïbes, ainsi que l'éclatement de l'Est européen. Ce même phénomène est d'ailleurs observé dans l'autre grande manifestation sportive mondiale, les Jeux Olympiques d'été, qui compte le même nombre de 200 participants (mais sur un très grand nombre de sports !).

Jusqu'à la fin du XXe siècle, la dernière vraie résistance ne concernait plus que l'Afrique, dont la partie la plus économiquement démunie, le Sahel, restait encore à l'écart de la fête. Le phénomène pauvreté ne s'exprime plus, en ce qui concerne tout au moins la participation, que dans les situations les plus extrêmes. La fragilité politique et les difficultés internes de certains pays expliquent souvent les absences. Trois états seulement ont déclaré forfait en cours d'épreuve, la République centrafricaine, le Népal et Guam.

Mais, comme pour les Jeux Olympiques, **la participation cautionne la mondialisation**. Les vainqueurs d'épreuve apparaissent véritablement dans l'opinion comme les meilleurs du monde. Ce n'est bien sûr aujourd'hui que l'une des deux dimensions du phénomène : la participation et le succès (absolu ou relatif). Qui demain retiendra que tel ou tel Etat a participé puisque cet aspect est presque totalement banalisé ! L'attention se porte bien davantage sur la performance : être présent sur les lieux des phases finales, et bien sûr y obtenir les meilleurs résultats possibles. L'écart reste énorme entre une généralisation de la participation et des performances qui traduisent l'excellence. Et dans ce cadre, **la mondialisation n'est pas tout à fait effective** : elle valide un ordre sportif établi.

Les facteurs de la réussite sportive

Si l'on admet que l'excellence sportive est le produit d'un système social, on imagine la multiplicité des critères susceptibles d'être pertinents, la complexité de leur combinatoire.

C'est pourquoi nous n'évoquerons que certains d'eux, partiellement mesurables, et dont on peut penser a priori que le rôle sera important.

L'ancienneté de l'appartenance au « club »

La date de création des Fédérations nationales peut traduire l'ancienneté de l'implantation du football, et, admettons-le, un degré de mûrissement technique. Remarquons toutefois que cet indicateur est biaisé, en particulier par les politiques différentes des pays colonisateurs face à leurs possessions. **Les indépendances sportives sont acquises très tôt dans les territoires britanniques ou néerlandais**, succédant à l'indépendance dans les anciennes colonies françaises, et ne marquent donc pas une date symbolique dans l'émergence de la pratique. Le cas de la France souligne un autre particularisme puisque la Fédération Française n'est créée qu'en 1919 alors que la France est dans les initiateurs de la création de la FIFA en 1904 (le football était géré jusque là par l'USFSA, fédération omnisports).

Néanmoins, si l'on prend en compte l'ensemble des équipes ayant accédé **aux demi-finales** de la Coupe du Monde depuis sa création, on constate que ce sont **presque tous de vieux pays de football**. A part la dernière Coupe du Monde de 2002 où la Corée du Sud est arrivée en demi finale (effet domicile) et la première où les USA sont dans le carré final, toutes les autres nations appartiennent à l'Europe et à l'Amérique du Sud. L'élite est ainsi représentée par des pays avec des fédérations anciennes : les plus jeunes sont la Bulgarie et la Turquie qui créent leur fédération en 1923 ! Il est sans doute illusoire d'espérer une relation linéaire entre ancienneté et excellence. Mais un fait paraît patent, celui d'une nécessaire longévité de pratique pour assimiler les qualités collectives dont le succès témoigne.

Cette prime à l'ancienneté ne durera peut-être plus longtemps. Déjà l'arrivée en demi-finale de la Corée et de la Turquie en 2002 a montré que des nations « exotiques » pouvaient parvenir au stade ultime. **Les expériences et les hommes circulent désormais plus vite, les modèles tactiques se généralisent**. Les victoires du Nigeria puis du Cameroun lors des Jeux Olympiques de 1996 et 2000 sont peut être annonciatrices d'une redistribution géopolitique des performances.

Un outil d'affichage politique

Une volonté politique, très difficile à mesurer, peut apparaître comme l'un des éléments contribuant au succès d'un pays. L'organisation d'une manifestation de cette ampleur ne peut se passer d'une adhésion (et d'une participation) nationale. Deux types d'attitudes peuvent accentuer les chances de succès par la pression exercée. Une volonté d'exploitation directe de l'événement pour « vendre » la victoire ou le bon comportement de ses représentants, une exploitation indirecte pour justifier les investissements consentis par la collectivité dans l'organisation de la compétition.

L'affichage politique direct a été inauguré très tôt par l'Italie, dont la victoire sur le terrain a été celle du fascisme. Plusieurs auteurs ont souligné l'extraordinaire pression que la foule et plus généralement le système ont fait peser sur l'adversaire et l'arbitrage. On ne peut guère douter des visées politiques des généraux argentins dans l'organisation de la Coupe 1978. **L'exploitation sportive pour la reconnaissance intérieure et extérieure** a été telle qu'elle a été un ferment de discorde chez nombre de participants. L'organisation espagnole de 1982 tombait bien pour saluer la réintégration de ce pays dans la sphère démocratique. Enfin le Mexique, qui organisait la Coupe du Monde pour la seconde fois en 1986 après avoir reçu les

Jeux Olympiques d'été en 1968, voulait faire entendre sa volonté d'être considéré comme un partenaire politique d'envergure.

On peut également imaginer que la victoire de l'équipe nationale **compense moralement les efforts financiers** qu'il a fallu consentir. On observera plus facilement ce phénomène aux Jeux Olympiques en constatant les surcoûts de préparation des athlètes dans le pays organisateur. La compensation se lit en médailles.

Quelles qu'en soit les raisons, les performances des équipes jouant « à domicile » sont souvent appréciables. Sur les 17 Coupes qui ont eu lieu à ce jour, 6 ont été remportées par le pays organisateur. Deux sont parvenus en finale, trois autres au stade des demi-finales et quatre en quart de finale. Dans deux cas seulement les pays invitant ont été éliminés à un stade plus précoce (les USA et le Japon). Même dans ce cas de figure, la performance a été égale, voire supérieure, à celles réalisées dans d'autres éditions.

La culture, la taille et le développement des nations

Devenu mondial par sa diffusion, sport le plus massivement pratiqué dans le monde (il revendique environ 240 millions de joueurs !), le football obéit à une logique propre dans la production de l'excellence et semble peu influencé par des éléments représentatifs de la société globale. Les possibilités de relation étant infinies, nous avons choisi d'évoquer deux hypothèses intuitives ... mais peu significatives dans les faits.

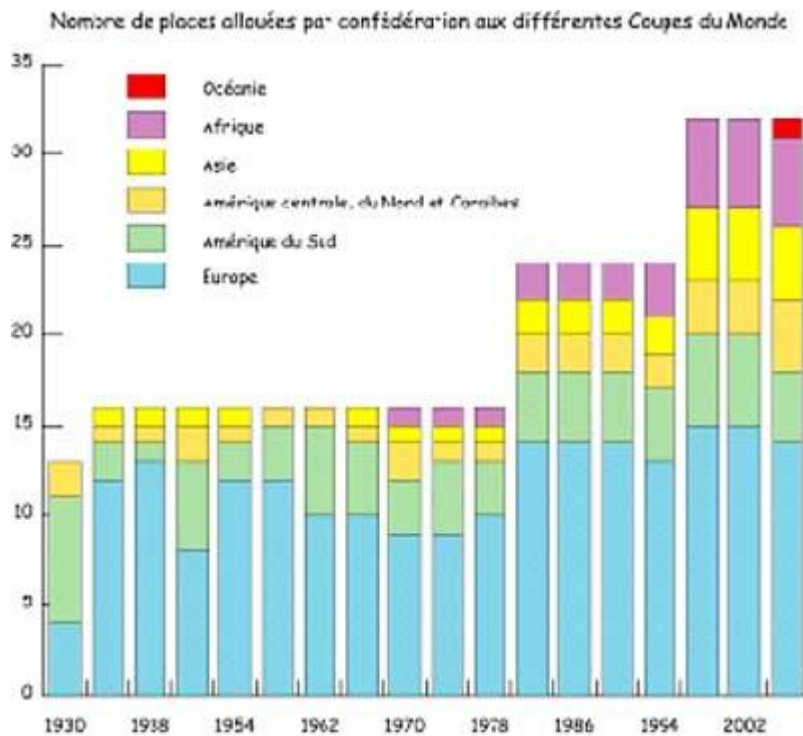
Si le **volume de la population** est un axe porteur, aucune relation linéaire n'existe entre ce volume et le classement sportif des nations mesuré par le FIFA Ranking (classement fondé sur une combinaison de paramètres compétitifs des équipes nationales). Tout au plus, en étudiant les pays participant aux phases finales des trois dernières Coupes du Monde, peut-on voir apparaître des effets de seuil, mais à un niveau si bas qu'il laisse une considérable marge d'incertitude. En effet, l'Irlande du Nord, la Slovénie et Trinidad et Tobago avec moins de deux millions d'habitants ont réussi à se qualifier. On trouvait également l'Uruguay, l'Eire et le Costa Rica dont la population dépasse à peine trois millions d'habitants. Si les nations microscopiques ont peu de chances d'être présentes, le critère démographique ne joue pas de rôle vraiment discriminant.

La même opération tentée sur le niveau de développement des nations (matérialisé par l'IDH) ne donne aucun résultat probant. Le football deviendrait-il un monde autonome ? Pendant une longue période le monopole européen et sud-américain a été presque total. En se mondialisant totalement le football a aussi connu une banalisation des tactiques, une uniformisation dans la préparation des joueurs (renforcée pour les pays pauvres par la très forte proportion de l'élite opérant dans les clubs européens). Le club des vainqueurs, ou du moins du très haut niveau, est probablement en train de s'ouvrir, et l'ère des surprises est peut-être venue.

L'organisation de la compétition

La FIFA joue un rôle prépondérant dans la démocratisation mondiale du football. Par le système choisi pour organiser la compétition, elle facilite ou non la représentation des petites nations, des continents oubliés. Si le processus de participation s'est mondialisé, l'accès aux phases finales est fondamentalement limité par des choix de « bonne » gouvernance. En effet, la FIFA accorde un nombre de place déterminé pour chaque confédération continentale, zone dans lesquelles sont organisées les phases éliminatoires. Ces précieux sésames ne sont ni

proportionnels au nombre de pays, ni à la population mais résultent **d'une géographie sportive qui a favorisé les espaces les plus compétitifs**, à savoir l'Europe et l'Amérique du Sud. L'examen de la figure 1 montre l'évolution des places allouées en fonction des « continents ». Jusqu'en 1978, la compétition se limite à une opposition Europe/Amérique latine dans laquelle s'immiscent un pays asiatique et africain. C'est seulement au Mondial espagnol de 1982 qu'une ouverture au monde se dessine, amplifiée en 1998 par le passage à 32 équipes. Toutefois, sur le long terme, l'Europe et l'Amérique du Sud ont gardé le même nombre de représentants : l'ajout de nouvelles places a permis d'accueillir les autres continents.



De part cette évolution, la représentativité des grandes zones géographiques s'est nettement améliorée. En 2006, le ratio entre le nombre de pays en phase qualificative et le nombre de places en phase finale est très favorable à l'Amérique du Sud (2 pays par place) et l'Europe (3). S'il est plus élevé pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Nord-Caraïbes (10), il a considérablement diminué. Lors de la précédente Coupe du Monde allemande (1974), la zone Amérique avait une place pour 22 équipes, l'Asie une pour 34 et l'Afrique une pour 35. Cette ouverture, organisée par le monde sportif, a favorisé l'émergence de nouvelles nations qui se sont forgées une expérience lors des ces confrontations internationales. Cela multiplie aussi le potentiel de surprises, voire d'exotisme, que sont les présences de Trinidad et Tobago (2006) ou de la Jamaïque (1998).

Toutefois, même s'il est possible de rationaliser le football, l'attrait de cette compétition réside en grande partie sur la confrontation incertaine. Au-delà d'une épreuve entre égaux, il s'agit de faire participer toute la planète bien que les « petits » soient pour la plupart éliminés au premier tour.

Conclusion : la mondialisation du football

Tout d'abord, **la Coupe du Monde n'est pas la compétition sportive la plus mondialisée** : les Jeux olympiques le sont bien plus. Ils sont constitués d'une multitude d'épreuves sportives qui offrent de nombreuses opportunités de réussite aux nations. Si l'Ethiopie a peu de chances de se qualifier pour la Coupe du Monde de football, sa probabilité de médailles est quasi-certaine dans les épreuves de demi-fond. Avec sa palette sportive agencée au sein d'un programme olympique soumis à de multiples tensions, les Jeux proposent une bien meilleure visibilité pour la très grande majorité des pays de la planète.

L'ouverture progressive de la phase finale a facilité la représentation mondiale. On peut considérer cette évolution comme relevant d'une logique d'équité sportive mais elle marque aussi **une entrée nécessaire dans la mondialisation économique**. L'Asie représente la moitié des footballeurs mondiaux estimés ainsi que le plus gros potentiel de développement alors que la zone nord-américaine compte plus de pratiquants que l'Amérique du Sud. En organisant la compétition aux Etats-Unis en 1994, en Corée et au Japon (2002), puis en Afrique du Sud (2010), la FIFA a rompu avec le binôme Europe/Amérique du Sud en propageant l'évènement sur de nouveaux marchés.

Enfin, malgré tous ces signes d'ouverture, **les résultats reflètent toujours une position dominante des deux grandes zones historiques**. Le Brésil, l'Argentine, l'Allemagne, la France, l'Italie restent les favoris pour 2006. L'histoire, la culture et l'expérience sportive jouent un rôle fondamental dans cette géographie et les effets de la mondialisation ne se sont pas encore véritablement traduits par un nivellement des performances. La présente Coupe du Monde nous fera peut-être mentir !

Pascal Gillon et Loïc Ravenel